

WEBMANAGERCENTER

webmanagercenter.com

Hebdo

n°2 Nouvelle formule - 27 Avril 2020



Une Tunisie Digitale, c'est possible...

Mohamed Fadhel Kraiem

A LA UNE

En marche vers un
«Déconfinement
ciblé» !

BOURSE

Semaine boursière
Le marché a évolué
en dents de scie

ACTUALITÉ

Mécanisme de
garantie des crédits
accordés aux
entreprises sinistrées

TRIBUNE

Un lundi noir sur la
planète pétrole
Par Kamel Ben Naceur

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

RÉDACTION

Moncef Mahroug

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

Aroua Ben Zaied

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

COMMERCIAL

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

CopyRight

Internet Management Groupe

IMG

WEBMANAGERCENTER

n°2 Nouvelle formule - 27 Avril 2020

L'Hebdo

A LA UNE

En marche vers un
«Déconfinement ciblé» ! 4

Covid-19 **Règles applicables au
confinement ciblé 7**

Mohamed Fadhel Kraiem
**Tech4Tunisia, un levier de crois-
sance technologique 8**

**Un lundi noir sur la planète pé-
trole** Par Kamel Ben Naceur **10**

Crise pétrolière **«Une occasion pour
la Tunisie de restructurer le sec-
teur énergétique»** Khaled Kaddour **13**

Covid-19 **Éviter le crash... 15**

Coronavirus **La saison touristique
est-elle compromise? 16**

ACTUALITÉS

**600 millions d'euros d'appui
budgétaire européen 22**

**Mécanisme de garantie des
crédits accordés aux entreprises
sinistrées 22**

Afrique subsaharienne **Les 4
«remèdes» du FMI pour lutter
contre le Covid-19 23**

**L'heure est aux énergies renou-
velables ? 24**

Tunisie **Une saison touristique cet
été? 25**

**Lettre ouverte des commerçants
de détail au gouvernement 26**

INTERVIEW

Covid-19 : **Une Tunisie Digitale,
c'est possible... 18**

SONDAGE

Mesures gouvernementales: **Le capital
confiance des entreprises au plus
bas 30**

FOCUS

**Mohamed Fadhel Kraiem appelle
les Opérateurs Télécoms à être la
locomotive de la transition numé-
rique 31**

BOURSE

Semaine boursière **Le marché a évo-
lué en dents de scie 32**

BCT **Légère accélération des
crédits à l'économie en février
2020 33**

Carthage Cement **Du nouveau dans
l'affaire de surfacturation de 30
millions d'euros 34**

TRIBUNE

**La Crise du Coronavirus, est un
triple choc de demande, d'offre
et de finances publiques 36**

Changeons de logiciel ! 38

CHRONIQUE

Coronavirus **Les prémonitions de
Bill Gates 40**

CULTURE

Mois du patrimoine **Visites virtuelles
dans des sites archéologiques 42**

A LA UNE

En marche vers un «**Déconfinement ciblé**» !

On en sait plus sur le déroulement du déconfinement. Mais on n'en sait pas davantage sur la mise en route de l'économie.

Dimanche 19 courant, au soir, Elyes Fackhfakh, chef du gouvernement, donnait une interview télévisée. Il entendait faire le point sur la gestion de la crise. Il en est le premier manager, et l'opinion le regarde, comme responsable de son issue.

Il était donc dans son rôle de s'en expliquer, d'autant que la crise est d'une ampleur inédite plongeant l'opinion dans un état d'expectative.

Ce sera un déconfinement ciblé

Voici pour les principales décisions retenues par le chef du gouvernement. Le déconfinement commencera le 4 mai prochain. Le pays sortira de son engourdissement forcé, de manière séquentielle.

Autrement dit, cela se fera par secteurs, régions et catégories d'âges. Ce sont autant de précautions, sensées empêcher l'épidémie de reflamber, et par conséquent de prévenir un retour au confinement.

Au début les activités utilitaires sont concernées. Probablement, les artisans et les petits métiers. Ce retour se fera selon des cahiers des charges lesquels comporteront des mesures de prévention, bien dans l'esprit des gestes barrières afin de ne pas favoriser la contamination.

Suivra l'éducation nationale. Ecoliers, collégiens, lycéens et étudiants seront informés le 29 avril sur la date et les conditions de la reprise des cours. Le calendrier des examens sera présenté dans la foulée.

On retient qu'il n'y aura pas d'année blanche, c'est-à-dire que les principaux examens à savoir la sixième, la neuvième et le baccalauréat auront bien lieu.

Pareil pour les concours et les diplômes universitaires. Il n'y aura pas donc de passage de classe systématique. Et c'est rassurant.

Le confinement ne devrait pas gripper le système éducatif.

Qu'en sera-t-il pour le reste de l'appareil de production ?

Le gouvernement est à la bourre, sans qu'on en sache davantage. Il convient de rappeler que la remise en marche de l'appareil de production est la pierre angulaire de la gestion de la crise.

Il faut savoir que des pays tels la Suède, la Suisse, la Grande-Bretagne et les USA ont arbitrés en faveur du maintien en activité que d'un déconfinement aux dépens des retombées sanitaires.

Tout porte à croire que le bilan de santé de l'économie soldera l'exercice de la gestion de la crise. Qu'en est-il de la réalité du terrain?



Le Stream de la gestion de la crise

Elyes Fakhfakh poussait un discret Hourrah de satisfaction de voir que le service public a tant bien que mal fonctionné, alors qu'on pensait qu'il allait caler.

Pas de panique, le système, dans son ensemble, n'a pas manqué de répondre. La pandémie nous épargné un gros méchant pic. Le système sanitaire a eu le temps de se redéployer.

On a fini par aligner des lits d'hôpital. Des espaces Covid sont organisés. Les tests de dépistage suivent, selon un protocole prioritaire rationnel. On dépiste les porteurs de symptômes.

On isole, on oxygène et on réanime. Les masques finiront par arriver.

Sur cette question précise, comme sur quelques autres, on a confondu rapidité et précipitation. C'est regrettable ! Des laboratoires sont rapidement sur pied. Et soulagement extrême, le nombre des décès est infiniment moins lourd que pour la grippe saisonnière.

Sur un autre registre, le rapatriement des Tunisiens est pris en mains. L'approvisionnement des circuits continue.

L'Etat sévit, pour punir les spéculateurs ou les commerçants félon, à l'origine de pénurie artificielle, particulièrement pour les produits de base, telle la semoule.

Et sur le plan social, les subventions seront servies. Des applications pratiques, dons de nos startups, seront activées. Cela nous évitera les rassemblements déplorables devant les bureaux de poste.

Enfin, à la veille du mois saint de Ramadan, le chef du gouvernement rassure. Les stocks stratégiques en alimentation, énergie et médicaments sont disponibles pour, au moins, trois mois.

Et petit geste d'attention pour la population, l'heure du couvre-feu sera repoussée de 18 h à 20 h.

Quid de l'enveloppe de soutien à mobiliser afin de faire repartir le système productif? Elyes fakhfakh dit que c'est encore à l'examen. Qui paiera L'heure des sacrifices sonnera. Attendons pour voir.

Bas les masques !

Le chef du gouvernement a subi, avec la crise sanitaire, un mauvais coup du hasard. Il pensait démontrer ses talents de réformateur et redresser le pays.

Il se retrouve dans une position mal-aisée, les quatre fers au feu, emmêlé dans l'urgence dictée par la crise du Covid-19. Cette dernière a été impitoyable avec les gouvernements en place, et les opinions broient du noir. C'est compréhensible car l'ampleur de la crise a mis à nu les défauts des cuirasses publiques, et l'état de leur impréparation, USA compris.

Elyes Fakhfakh se réjouit de ce que le système sanitaire ait pu résister. Toutefois cela ne masquera pas l'état de délabrement avancé du système de la santé publique en Tunisie. Et par-delà de tout le service public.

Reprise de l'activité industrielle

La câblerie automobile de Bulla Regia (Jendouba-nord) reprend, mercredi 22 avril, ses activités après une interruption de plus d'un mois, en application des mesures de confinement total liées à la lutte contre la propagation du covid-19.

[PLUS SUR LE WEB](#)

L'administration trop tatillonne se perd dans les labyrinthes procéduriers et s'enfoncé dans la bureaucratie. Elle s'autodynamite.

A preuve, le scandale des masques. Et ce n'est pas le coup de gueule du chef du gouvernement sur un plateau de télé qui dissipera la perception de cette affaire dans l'opinion.

Au crédit du gouvernement de punir les spéculateurs. Mais cela ne saurait tenir place d'une politique de lutte contre la corruption, laquelle a pris ses quartiers et semble échapper à toute riposte de la puissance publique.

Le pays aurait disposé d'un identifiant unique, tous les économiquement faibles auraient perçu leurs subventions dans le calme, sans risque de contamination. Le e-Gov et le open-gov, toujours reportés aux calendes grecques, auraient tiré une meilleure réactivité à l'administration et cela aurait contribué à améliorer la perception de son efficacité par l'opinion publique.

Exiger des entreprises de payer les salaires, en période de chômage technique, est une décision avisée, garante de paix sociale. En revanche, il faut s'obliger, avec la même sollicitude, à écouter leurs doléances.

Et de notre point de vue, un coup de chapeau au système bancaire a manqué.

Les banques, à l'instar des blouses blanches, font face et s'exposent au plan du risque.

On ne le rappellera jamais assez, en politique, l'obligation de résultat prime. De ce fait, la performance économique arrive en tête. On a le sentiment que le chef du gouvernement, dans son interview, a privilégié la manière de séduire et convaincre. L'heure étant grave, elle tolérerait un discours martial.

Ne sommes-nous pas en guerre après tout? La crise a surpris Elyes Fakhfakh. Cependant, elle lui offre une occasion précieuse de foncer dans le tas et de réformer en profondeur l'Etat. Après tout, c'est lui le chef. L'Histoire l'a convoqué. Sera-t-il au rendez-vous ? Mystère!

Ali Abdessalam

3 Mai

La période du confinement national total est prorogé de deux semaines supplémentaires, et donc du 20 avril jusqu'au 3 mai 2020.

Au-delà de cette période, un déconfinement progressif ciblé se mettra en place à compter du 4 mai 2020 et sur une longue période.

Il a également annoncé que l'horaire du couvre-feu sera aménagé au cours du mois de Ramadan de 20H (au lieu de 18H) à 6H du matin.

Covid-19

Règles applicables au confinement ciblé

Un conseil ministériel restreint (CMR), tenu mercredi 22 avril à La Kasbah, sous la présidence du chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, a été consacré à l'examen de la stratégie nationale du confinement sanitaire ciblé.

L'organisation du confinement sanitaire ciblé prend en considération les particularités des secteurs, régions et catégories concernés ainsi que le degré de préparation en vue d'assurer les conditions sanitaires adéquates,

Notamment les moyens de protection des personnes et de stérilisation individuelle et collective. Sans oublier le respect de la distanciation sociale et la capacité à réaliser les analyses de dépistage rapides et globales et l'application des mesures d'isolement en cas de besoin, souligne Fakhfakh cité dans le communiqué.

Toutes les mesures seront fixées

dans un cahier des charges devant être appliqué sur les entreprises concernées.

La stratégie de confinement ciblé, qui s'étalera sur quatre phases, du 4 mai jusqu'à fin du mois de juin 2020, s'articule autour de cinq axes, à savoir :

- **L'application des mesures sanitaires et des normes préventives.**
- **Adaptation du système de transport aux exigences de cette période.**
- **Application des autorisations préalables.**
- **Renforcement des mécanismes de contrôle.**
- **Révision des horaires de travail dans les secteurs public et privé en vue d'éviter l'encombrement dans les lieux de travail et les moyens de transport.**

Les détails de la stratégie nationale du confinement ciblé, en particulier les mesures relatives à la première phase, qui se déroulera du 4 au 18 mai 2020, seront annoncés ultérieurement.

Cette stratégie repose sur des mécanismes d'évaluation et de diagnostic précis, permettant d'ajuster les mesures, que ce soit en les allégeant ou en les durcissant, en fonction de la phase et de l'évolution de la situation épidémiologique en Tunisie.

Le CMR souligne, dans ce cadre, la nécessité de fournir tous les moyens de prévention:

- **Les produits de désinfection collective et individuelle,**
- **Les masques réutilisables et lavables,**
- **Les thermomètres et les tests de dépistage.**

Le Conseil a également examiné l'état d'avancement du programme de production des bavettes afin de répondre aux besoins nationaux. Il recommande d'accélérer la mise en œuvre de ce programme et incite les industriels à y contribuer.

Il souligne la possibilité de recourir à la réquisition en cas de besoin (manque de bavettes et équipements) pour protéger les individus et les institutions, tout en tenant compte des droits du secteur et en se concertant avec la profession. [SUR LE WEB](#)

1818

Les fonds déposés sur le compte postal 1818 pour la prévention et la lutte contre le coronavirus s'élèvent à 191,3 millions de dinars jusqu'au 21 avril 2020



Mohamed Fadhel Kraiem

Ministre des Technologies de la communication et de la Transition numérique

Tech4Tunisia, un levier de croissance technologique

Le ministère des Technologies de la communication et de la Transformation digitale lancera, prochainement, un nouveau programme «Tech4Tunisia» qui permettra de fédérer et de concrétiser des projets innovants dans divers secteurs, a annoncé le ministre, Mohamed Fadhel Kraiem.

Cette nouvelle initiative sera un levier et un bras d'exécution de plusieurs projets innovants dans de nombreux secteurs.

Dans une interview accordée à l'Agence TAP, Fadhel a expliqué que l'idée du projet a germé durant cette période au cours de laquelle une vraie dynamique s'est créée en termes d'identification de solutions technologiques innovantes pour le secteur de la santé qui permettent de lutter contre la pandémie du Covid-19.

«Cette initiative est lancée et ça serait dommage de l'arrêter, d'autant plus qu'on a déjà commencé la phase de branding qui consiste à gérer l'image du produit».

Après la santé, de nouveaux secteurs suivront après (Tech4agriculture, Tech4transport, par exemple), a-t-il encore souligné, précisant que l'objectif est de capitaliser sur ce qui vient d'être fait dans le secteur de la santé, pour pouvoir structurer et pérenniser cette expérience dans le temps.

Le ministre des TIC indique que son département a reçu, jusqu'à ce jour, plus de 200 initiatives technologiques pour la gestion de la crise et la lutte contre le COVID-19.

«Il s'agit de propositions, d'idées et de logiciels ...

provenant de ministères, de grandes sociétés actives en Tunisie ou à l'étranger, de PME et de startups».

« Un portail sur le site du ministère est chargé de collecter les demandes », précisé Kraiem, ajoutant que son département a créé une commission mixte composée de représentants des secteurs public, privé, de la société civile et un représentant des bailleurs de fonds, afin de canaliser et cadrer ces initiatives. Concrètement, la commission examinera toutes les demandes afin d'identifier celles qui sont en adéquation avec les besoins du ministère de la Santé à travers leur soumission à ce même département (Santé) qui validera leur utilisation.

Le projet RNI sera concrétisé...

Evoquant le projet du Réseau National Intégré de l'Administration «RNIA» lancé fin 2018, il a rappelé qu'il est en phase 3 «RNIA 3».

Le projet RNIA vise à mettre en place une infrastructure unifiée qui lie les sièges des ministères et leurs annexes, les directions régionales, les établissements publics,

les gouvernorats, ainsi que les municipalités et leurs arrondissements aux centres sectoriels de l'informatique.

RNIA 3 cible les municipalités soit 600 connections, a affirmé le ministre, ajoutant que le projet a été finalisé à temps avec un raccourcissement des délais à 14 mois, au lieu de 18 mois.

La prochaine phase concerne le projet RNIA 4, qui vise à assurer la connexion entre les établissements relevant du ministère de la Justice, a annoncé Kraiem, rappelant que la publication du cahier des charges était prévue l'année dernière. «Notre département veillera à la concrétisation dudit projet, d'autant plus qu'il n'existe pas de problème de budget».

80% des établissements scolaires ne disposent pas d'une connexion haut débit

Revenant sur le projet «Edunet 10», qui permettra de connecter les établissements scolaires (environ 6.500 établissements) au réseau très haut débit.

10% des établissements scolaires ne disposent pas de connexion internet et 80% ne disposent pas de connexion haut débit.

Pour le ministre, ce programme, qui permettra d'interconnecter tous les établissements scolaires, notamment primaires et collèges au réseau internet très haut débit, est un grand chantier qui nécessitera des travaux de deux ans.

«On est en train de préparer les fondamentaux pour permettre au ministère de l'éducation de développer l'intégration du digital dans son programme pédagogique», a-t-il dit, ajoutant que son département est en train de préparer la consultation qui devrait commencer cette année afin de réaliser le projet dans les délais».

Quid d'Elissa?

Interrogé sur le système national de gestion électronique des courriers baptisé «Elissa», il a rappelé que 6 sites pilotes (6 ministères) ont été lancés.

La décision de généralisation dudit système sur tous les ministères est déjà prise, a indiqué le ministre, ajoutant que la pandémie du Covid-19 a retardé sa mise en place (prévue pour la fin du mois d'avril).

Il a annoncé, dans ce cadre, que d'ici fin mai la plateforme sera généralisée dans toutes les administrations.

Smart Tunisia: 20.000 emplois créés entre 2016 et 2019

Evoquant les performances du secteur, le ministre a rappelé que 20 mille postes d'emploi ont été créés au cours de la période allant de 2016 à 2019, dans le cadre du projet «Smart Tunisia», contre 50 mille postes prévus.

«C'est le secteur qui a créé le plus d'emplois au cours de la dernière période», a-t-il indiqué.

Près de 250 entreprises créées dans le cadre du Startup Act

Concernant l'environnement et l'écosystème des startups, le ministre a rappelé que le cadre juridique Startup Act a permis de relever plusieurs défis auxquels elles font face.

Le lancement du label Startup Act, le 5 avril 2019, a permis la création, jusqu'à aujourd'hui, de 248 entreprises, dont certaines ont réussi à lever des fonds de plusieurs millions d'euros.

[SUR LE WEB](#)

Un lundi noir sur la planète pétrole

Par Kamel Ben Naceur

Lundi 20 avril, le temps a été suspendu sur la planète pétrole et les cours pétroliers US sont tombés raids morts !

Le monde, stupéfait, regardait sans y croire la chute vertigineuse du prix du pétrole brut américain (West Texas Intermediate ou WTI). Une baisse qui de zéro a régressé pour atteindre dans la journée des prix négatifs à tel point que le vendeur (ou l'intermédiaire) doit payer l'acheteur !

Une première dans l'histoire du pétrole américain: le cours du baril qui traverse une phase de prix dits «négatifs» jusqu'à dégringoler à -37 dollars.

Le choc pétrolier de 1971 à la suite du pic de production de pétrole des États-Unis avec pour conséquence l'abandon des accords de Bretton Woods, c'est du chocolat devant cette crise sans précédent causée par la chute de la demande conséquence de la pandémie covid-19.

Du jamais vu depuis la création de l'indice WTI au milieu des



années 80 !

Comment en est-on arrivé là ? Et pourquoi, contrairement à ce qu'on pense, la baisse des cours mondiaux de pétrole ne créeront pas une opportunité d'achat pour les pays importateurs comme la Tunisie ?

Kamel Ben Naceur, ancien ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, et président mondial de la Société des ingénieurs pétroliers, a été l'un des premiers à avoir annoncé, il y a deux semaines, lors d'une intervention sur RTCI, que les prix du pétrole atteindraient un niveau négatif.

Le pétrole américain a, en effet, atteint le prix de -37 dollars (c'est-à-dire que l'acheteur et non le vendeur reçoit 37 \$ pour des livraisons au cours du mois

de mai. Les contrats du mois de juin sont à 20 dollars.

«Il faut revenir aux fondamentaux, explique Kamel Ben Naceur, c'est-à-dire au marché de la demande et de l'offre de pétrole. Du fait de la crise liée au COVID-19, il y a eu une énorme chute de la demande pétrolière au niveau mondial. Elle a impacté les pays asiatiques pour se propager aux autres grands consommateurs pétroliers, c'est-à-dire l'Europe et l'Amérique du Nord). Cet impact a surtout été le fait des secteurs de transport terrestre (automobiles et camions) et aérien.

Le monde consomme aux environs de 100 millions de barils par jour, répartis entre les secteurs du transport, de l'industrie pétrochimique, et d'autres tels que la génération d'électricité.

L'Agence Internationale de l'Energie estime que la chute de la demande au mois d'avril conduira à une réduction de la demande de près de 30 millions de barils par jour (30% de la production).

C'est du jamais vu dans le monde pétrolier. Sur l'année 2020, et suivant les scénarios de reprise économique post-COVID 19, la chute de la demande pourrait atteindre 10% par rapport à 2019. Les pays producteurs n'étant pas arrivés début mars à s'entendre sur la réduction de la production allant même jusqu'à l'augmenter.

Le potentiel de stockage additionnel au début de la crise est estimé à 900 millions de barils de brut, développe M. Ben Naceur. Il est déposé dans des installations telles que les citernes, les tankers, les réservoirs souterrains, et autant (près de 1 milliard de barils) en produits raffinés. A un rythme de 30 millions de barils par jour de surcapacité, il devenait clair qu'en moins de 2 mois, les capacités de stockage allaient être épuisées.

Cushing, l'un des grands hubs pétroliers des Etats-Unis, saturé !

Le lundi noir (20 avril 2020), les contrats à terme de pétrole du WTI ont plongé en territoire

négatif. Le pétrole produit dans l'ouest du Texas et non transporté vers sa destination d'utilisation (en général une raffinerie), devait être entreposé à Cushing, l'un des grands hubs pétroliers des Etats-Unis, depuis 1983 le lieu de livraison des contrats à terme de WTI négociés à New York.

Mais Cushing étant saturé, les producteurs du Texas doivent ou bien réduire leur production, ou fermer les puits. «Quel que soit le scénario, il engendre des coûts conséquents, et souvent les puits ne redémarrent pas après fermeture.

Les prix négatifs concernent les contrats pour le mois de mai. Et pour l'instant; avec la réduction de production conjuguée à une augmentation de la demande du fait de la reprise post-COVID, les prix du mois de juin redeviendraient positifs.

Sur les marchés internationaux, l'indice des prix le plus utilisé est celui du Brent (qui correspond au pétrole de la Mer du Nord). D'autres indices sont aussi utilisés sur certains marchés régionaux tels que le Dubaï ou l'Oural (Russie).

C'est celui qui sert de référence dans la plupart des transactions mondiales. Cet indice de Brent (généralement référé comme le prix mondial du brut) a aussi chuté le 21 avril à un niveau infé-

rieur à 20 dollars le baril, relève le président mondial de la Société des Ingénieurs pétroliers ce qui représenterait un des prix les plus bas (en dollars réévalués) depuis la seconde guerre mondiale !

Et la Tunisie dans tout ça ?

Depuis l'arrêt de la raffinerie de la STIR à Bizerte pour une mise à niveau (et sans doute pour 2 ans encore), la Tunisie importe pratiquement tout son pétrole en produits raffinés.

Cette chute des prix du pétrole combinée avec la baisse de la demande due au confinement constitue une opportunité pour notre pays pour libérer des fonds nécessaires à sa politique de relance économique et de soutien des couches défavorisées du fait de la crise du COVID-19.

Pétrole

Toutes les capacités nationales de stockage d'hydrocarbures seront mobilisées à court terme, pour profiter de la baisse des prix à l'échelle internationale. [PLUS SUR LE WEB](#)

Pour Kamel Ben Naceur, l'impact est positif sur plusieurs plans :

- Réduction des coûts d'achat (donc amélioration de la balance commerciale qui dépend de façon importante des achats énergétiques)

- Réduction des coûts de subvention énergétique (électricité et gaz, essence, diesel)

- Réduction du coût des importations de gaz (ce dernier étant indexé aux prix du Brent)

- Réduction de la demande.

Peut-on faire plus? Oui, «après l'accord des pays exportateurs (OPEC++) du 10 avril 2020, conclu en marge de la réunion du G20 en Arabie Saoudite, il y aura une réduction importante de la production de brut (au minimum

de 10 millions de baril par jour), et on s'attend à un redressement des prix du brut dans la deuxième moitié de 2020.

Malheureusement, la Tunisie n'a pas de capacité de stockage et ne peut donc pas acheter des livraisons anticipées. Il y a toutefois la possibilité d'acheter du pétrole de façon anticipée avec des opérations de couverture de risque. Les tentatives passées en Tunisie pour faire du hedging ont été infructueuses (incluant celle de 2019). Il est donc sage de ne s'engager dans ce domaine qu'avec des compétences reconnues (en Tunisie et parmi la diaspora tunisienne)».

M. Ben Naceur estime que le rétablissement du ministère de l'Énergie par Elyes Fakhfakh, nouveau CDG, et la désignation de Mongi Marzoug à la tête de ce

ministère, est une bonne chose et qu'il est important qu'une réflexion soit engagée au plus vite pour mettre en place une véritable politique énergétique à court, moyen et long termes afin d'optimiser les opportunités créées par l'évolution des marchés mondiaux. [SUR LE WEB](#)

A.B.A

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions** | + de **12 Millions** | + de **23 Millions**
Visiteurs Uniques | Visites | Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)



Crise pétrolière

«Une occasion pour la Tunisie de restructurer le secteur énergétique»

Khaled Kaddour

Un baril de pétrole qui ne trouve pas preneur même à des prix négatifs, c'est ce qui relevait, il y a quelques mois, de la science fiction. Et pourtant, ceci est bien réel et a eu lieu lundi 20 avril 2020. Une triste journée pour les producteurs et opérateurs dans le secteur du pétrole américain.

Le Covid-19 serait-il la seule raison de cette crise mondiale majeure? Peut-être. Mais il y a aussi la logique du marché. Depuis 2018, les USA produisent chaque jour 12 millions de barils de pétrole, alors que les membres les plus influents et

les plus importants de l'OPEP se sont imposés des quotas pour maintenir les cours du baril à un niveau tolérable.

« Si nous considérons le pétrole comme un secteur stratégique, il faut en saisir les enjeux à l'international et leur impact sur le national, indique Khaled Kaddour, ancien ministre tunisien de l'Energie.

Ce qui s'est passé lundi dernier n'a jamais eu lieu auparavant. Il s'agit en fait d'une baisse historique du WTA et d'une capacité de stockage saturée. Attention, il ne s'agit pas du Brent dont le cours est toujours à 25 \$.

Il faut savoir que le prix du baril de pétrole est fixé à hauteur de 60% par la loi du marché (offre et demande) et 40% par la spéculation et le contexte géopolitique.

Ces derniers mois, les magnats américains du pétrole se sont adonnés à cœur joie à des pratiques de spéculation risquées sur le pétrole et en prime sur les livraisons du mois de mai. La pandémie Covid-19 a compliqué encore plus les choses, et les Etats-Unis, premier producteur mondial, sont aujourd'hui dans l'incapacité de stocker leur production pétrolière.

«La consommation de pétrole qui était à hauteur de 100 millions barils/jour a reculé de 30% et même de 40% dans certains pays, parce que les secteurs énergivores ont considérablement ralenti leurs activités. Nous pouvons citer l'aéronautique, les industries automobiles, la consommation électrique, les transports internationaux et autres industries. Le coût de revient pour un baril de pétrole américain varie entre 30 et 40 \$, la baisse de la demande a entraîné la chute du cours. Et la surabondance de la production pétrolière ne facilite pas son écoulement».

Et la Tunisie dans tout ça ?

La Tunisie, qui exporte du pétrole à un prix relativement cher parce que fini et raffiné, n'échappera pas à la baisse des recettes des activités pétrolières sur son sol et ce pour deux raisons:

- Parce que le coût de production du baril dans notre pays se situe entre 27 dollars et 40 dollars, sachant que le prix d'équilibre est de 40 \$, et que le baril du Brent se vend aujourd'hui à 25 \$.

- D'autre part, les firmes pétrolières perdantes ne pourront plus s'acquitter des 85% d'impôts pétroliers, sans oublier la baisse attendue des revenus de l'Etat sur le passage du pipeline qui traverse notre territoire pour approvisionner l'Europe.

La Tunisie pourrait tirer son épingle du jeu

Face à cette crise sans précédent du secteur pétrolier, la Tunisie devrait être en mesure de tirer son épingle du jeu.

Il va falloir revoir la structure des prix pour bénéficier de la baisse des prix du pétrole à l'import et oser les réformes nécessaires en mettant fin à la subvention des produits pétroliers et de l'électricité.

Les administrations et les industries doivent payer au prix réel.

Pour ce qui est des catégories sociales vulnérables où les ménages ne dépassant pas une consommation de 100 kw par mois, nous pouvons maintenir la subvention.

Pour l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, le gouvernement actuel doit saisir cette occasion inédite pour oser les réformes à moyen et long termes, et restructurer les sociétés de transport et la STEG.

«Avant de parler d'une STEG déficitaire ou d'entreprises publiques déficitaires, il faut déter-

miner la responsabilité de l'Etat dans ce déficit. Pour le cas de la STEG, il faudrait peut-être que l'Etat lui rembourse son dû et assume son rôle social», interpelle Khaled Kaddour.

Les économistes ont toujours défini le choc pétrolier comme étant la résultante d'une hausse brutale des prix dont l'incidence est désastreuse pour l'économie mondiale. C'est tout le contraire aujourd'hui, une baisse brutale du prix de pétrole associée à une crise sanitaire sans précédent.

La planète Terre est-elle en train de perdre les pédales, mondialisation oblige ? [SUR LE WEB](#)

Amel Belhadj Ali

900 MDT

la Tunisie est parvenue à exporter 146 mille tonnes d'huile d'olive pour des recettes de 896 MD à fin mars dernier. [PLUS SUR LE WEB](#)

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

Covid-19

Éviter le crash...

Au moment où les grands pays industriels affectés par la pandémie du coronavirus tels que la Chine, l'Allemagne, la France, l'Italie et les Etats-Unis mettent les grands moyens pour atténuer, à coût de centaines de milliards de dollars et de taux d'intérêt quasiment nuls, les préjudices économiques subis ou que pourraient subir leurs entreprises par l'effet du Covid-19, la Tunisie traîne encore du pied.

Pour sauver la face, le gouvernement s'est contenté de prendre, le 16 mars 2020, une mesurette sans lendemain. Il s'agit de la création d'une cellule d'écoute mixte entre le ministère des Finances et la centrale patronale (UTICA) pour appuyer les entreprises en difficulté.

Officiellement, cette cellule est impartie d'une mission vague et imprécise. Ainsi, elle aura à organiser des réunions aux fins de présenter des solutions urgentes aux problèmes entravant l'activité des sociétés dans les différents secteurs, fixer les grandes orientations au niveau de l'incitation à l'investissement, l'amélioration du

climat d'affaires, et la facilitation des mesures dans les domaines fiscal et douanier et présenter les recommandations pour développer les mécanismes de financement de l'investissement.

Il s'agit pour la plupart de réformes sur le long terme alors que les solutions urgent pour que les entreprises affectées par les conséquences du coronavirus maintiennent une activité minimale et évitent le débauchage de leurs personnels et la perte de leurs clients.

Actionner des mécanismes à même de sauver les PME

C'est qu'au stade actuel où en est le Covid-19, le moment n'est plus à l'écoute des doléances mais à l'action. Car, si rien n'est fait, aujourd'hui, le risque que le pays court c'est de voir, après la maîtrise du virus et son éradication, un grand nombre de ces entreprises disparaître car elles n'ont pas été soutenues à temps.

Pourtant à regarder de près la situation des entreprises impactées et tout en prenant en considération les difficultés dans lesquelles se débattent, actuellement, les finances publiques tunisiennes, le gouvernement dispose de plusieurs marges de

manœuvre pour venir en aide à ces entreprises.

Il peut, à ce propos, actionner, à court terme et en toute urgence, d'autres dispositifs plus significatifs pour les entreprises impactées par le Covid-19. Ces dernières étant celles qui opèrent, particulièrement, dans le tourisme, le transport, l'artisanat, l'industrie exportatrice, l'enseignement privé...

Au nombre de ces dispositifs:

- **L'application de la bonification de 3 points du TMM instituée au mois d'avril 2019 et jusque là non encore mis en œuvre,**
- **Le report d'échéances fiscales et sociales (cotisations aux caisses de sécurité sociale...),**
- **Le rééchelonnement des dettes bancaires,**
- **L'ajournement des factures d'électricité et d'eau,**
- **La réduction du TMM...**

Parallèlement à ces dispositifs à la portée des tunisiens, la Banque Mondiale qui a programmé d'importants fonds pour aider les gouvernements qui le demandent à faire face au Covid-19, a prévu d'autres mesures. Ces dernières doivent être prises, selon la Banque, en urgence et cibler des investissements prioritaires dans les services publics et privés prioritaires.

Les mesures d'urgence de la Banque mondiale

Dans un article paru le 9 mars 2020, Ceyla Pazarbasioglu, vice-présidente pour le pôle Croissance équitable, Finance et Institutions (EFI), Groupe de la Banque mondiale, a énuméré les quatre actions prioritaires que ces pays doivent entreprendre.

La première consiste « à accroître les dépenses de santé : dans de nombreux cas, les systèmes de santé publique sont insuffisants, ce qui expose les habitants à une propagation rapide de l'épidémie.

Les gouvernements doivent augmenter leurs investissements pour renforcer ces systèmes et favoriser ainsi une prise en charge et un confinement plus rapides et plus efficace».

La deuxième vise à «renforcer la protection sociale : des transferts monétaires et des services médicaux gratuits pour les plus vulnérables contribueraient à contenir l'épidémie tout en atténuant ses conséquences financières négatives».

La troisième tend à «soutenir le secteur privé : aucune entreprise ne sera vraisemblablement épargnée, d'où l'importance d'organiser des prêts à

court terme, prévoir des exemptions fiscales ou octroyer des subventions».

La quatrième et dernière mesure aura pour objectif de «contrer les perturbations sur les marchés financiers : les banques centrales des pays en développement — et en particulier ceux sensibles à des poussées d'aversion pour le risque — doivent se tenir prêtes à intervenir en cas de mouvements désordonnés sur les marchés financiers, par exemple en abaissant leurs taux d'intérêt ou en injectant des liquidités pour restaurer la stabilité financière et stimuler la croissance».

Pour les bailleurs de fonds, l'essentiel c'est d'éviter le protectionnisme

Au cas où la crise perdure, il faudrait négocier, sur le moyen et le long terme, auprès des bailleurs de fonds de nouvelles lignes de crédit en faveur des PME et du secteur privé en général. Ces mêmes bailleurs de fonds (Banque mondiale, FMI) qui ont fait état de leur disposition à venir en aide aux pays en développement.

Tout ce qu'ils posent comme conditionnalité pour décaisser les montants demandés c'est que «les gouvernements doivent se garder de toute tentation protectionniste,

qui ne fera qu'exacerber les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales et accentuer une incertitude déjà grande.

Surtout, ils doivent éviter de restreindre les exportations de denrées alimentaires et de produits médicaux vitaux pour, au contraire, rechercher ensemble des solutions visant à accroître la production et la satisfaction des besoins là où ils sont les plus critiques », lit-on dans l'article de Ceyla Pazarbasioglu.

Le message est on ne peut plus clair. Les bailleurs de fonds ne veulent pas entendre de démondialisation des échanges.

[SUR LE WEB](#)

Coronavirus

La saison touristique est-elle compromise?

Deux hauts responsables se sont récemment prononcés sur les perspectives de la haute saison touristique 2020. L'un est originaire d'un pays d'accueil du sud de la Méditerranée, alors que l'autre vient d'un pays émetteur du nord de la Méditerranée. Leurs points de vue sont diamétralement opposés.

Il s'agit, respectivement, de Khaled Fakhfakh, président de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie (FTH) et du ministre allemand du Développement, Gerd Müller. Autant le premier s'est montré «pessimiste» en prévoyant une saison catastrophique, autant le second a manifesté de l'optimisme en déclarant que des touristes allemands pourraient passer leurs vacances dans les pays d'Afrique du Nord, dont la Tunisie.

Deux discours et deux cultures

A défaut d'imagination et sans se référer à des sources fiables dont les TO opérateurs occidentaux, Khaled Fakhfakh, qui était invité par la chaîne de télévision privée Ettessaa, a affirmé que «les quatre marchés classiques du tourisme tunisien, en l'occurrence, l'Europe de l'Ouest, la

Russie et l'Algérie seront défaillants par l'effet du Covid-19».

Il a été plus loin dans son pessimisme en minimisant un éventuel apport du tourisme intérieur lequel, au cas il se manifesterait, ne représenterait que 10% du marché global (chiffre de 2019).

Pour le ministre allemand du Développement, Gerd Müller, «des vacances en Afrique du Nord (Tunisie, Maroc, Egypte...) peuvent être envisagées cette année, à la seule condition de s'assurer du respect de règles d'hygiène». Cette condition n'est pas du reste nouvelle.

Avec cette déclaration optimiste, le ministre allemand apporte de l'eau au moulin des responsables des TO allemands qui ne veulent pas baisser les bras devant le coronavirus. Parmi ces responsables, figurent les prises de positions du président de l'Association de voyage DRV, Norbert Fiebig. Ce dernier a notamment critiqué des déclarations des politiciens selon lesquelles. **«les vacances d'été devraient être annulées ou que cela n'était possible qu'en Allemagne»**.

Le pessimisme du président de la FTTH n'est pas partagé par tout le monde

Intervenant récemment, sur la chaîne ElHiwar Ettounsi, Ali

Toumi avait surtout indiqué qu'au sein de son département, des groupes de travail suivent de près l'évolution des marchés pour identifier la moindre niche qui pourrait relancer le secteur.

Selon lui, le Covid-19 constitue une précieuse opportunité pour engager une sérieuse réflexion sur la pérennité et la soutenabilité économique du secteur. **«Il n'est pas normal que ce secteur soit toujours menacé par la moindre crise. Il faut réfléchir sur les moyens de renforcer sa capacité de résilience»**.

Il y a lieu de signaler que depuis la fermeture, le 18 mars 2020 de toutes les frontières, les recettes touristiques -après avoir connu un trend haussier depuis 2017- ont amorcé un trend baissier. Ainsi, selon les statistiques de la Banque centrale de Tunisie (BCT), les recettes touristiques cumulées ont atteint, le 10 avril 2020, 963 millions de dinars (MDT) contre plus d'un milliard de dinars une année auparavant.

Pour mémoire, l'année 2019 a été une année record avec l'entrée de plus de 9 millions de touristes et la réalisation de recettes de plus de 5,6 milliards de dinars. [SUR LE WEB](#)

INTERVIEW



Covid-19 :

Une Tunisie Digitale, c'est possible...

Durant la période du confinement, un recours intensif au travail et à l'enseignement à distance a été enregistré et le trafic d'Internet a augmenté de 40%. C'est ce qu'affirme le ministre des Technologies de la communication et de la Transformation digitale, Mohamed Fadhel Kraiem.

Kraiem estime indispensable de changer les processus de travail surtout dans les projets technologiques qui ne supportent pas les délais longs, d'autant plus que dans le secteur du digital, tous les 3 ou 6 mois il y a des nouvelles solutions.

Pour Kraiem, la digitalisation est possible tant que le Sponsorship, les ressources, les compétences humaines et la volonté sont là. Et avec le confinement, le réseau a montré qu'il ne souffre pas de grands problèmes, sans oublier que les citoyens et les entreprises ont changé de comportement puisqu'on assiste désormais à des collaborations entre 4 et 5 ministères via les moyens numériques.

La Tunisie peut-elle garantir la réussite du confinement à travers le développement des e-services (enseignement, banques, commerce...)?

Mohamed Fadhel Kraiem: La réussite du confinement est l'affaire de tous. Il y a effectivement le digital qui peut bien aider, mais c'est aussi le résultat du comportement des citoyens et leur application des consignes qui peuvent faire la différence.

Beaucoup de sociétés ont pu continuer leurs activités grâce au travail à distance. Certaines sont parvenues à assurer 100% de leurs activités, notamment celles opérant dans le secteur des TIC. Mais il y a aussi les entreprises qui n'ont pas pu atteindre cet objectif faute de moyens, sans oublier certaines entreprises industrielles, dont la nature de l'activité les oblige à travailler sur place.

Au cours de la période de cette période de confinement, un recours assez important au travail à distance a été enregistré, la palme d'or revenant assurément à l'enseignement à distance qui a été une grande réussite avec plus de 110 mille étudiants, sur un total de 280 mille dans l'étatique, qui ont pu accéder aux supports pédagogiques à distance.

Entre 11 et 13 mille enseignants ont assuré cette opération à travers la plateforme de l'Université Virtuelle de Tunis (UVT). Il y a un mois, seulement 10 mille étudiants utilisaient cette plateforme.

Il y a un travail à faire au niveau de l'infrastructure, mais tout **ce qu'on vient de vivre pendant cette pandémie peut constituer une opportunité pour changer les comportements** des entreprises et des citoyens qui se sont habitués, au cours du confinement, à payer leurs factures (SONEDE, STEG...) via Internet ou à acheter en ligne au lieu de faire la queue.

Quelle est la situation actuelle de notre infrastructure? Est-ce qu'il y a eu des problèmes au niveau de la plateforme réseau?

Au cours de cette période de confinement et même depuis l'instauration du couvre-feu, on a enregistré une augmentation de plus de 40% du trafic internet sur des réseaux qui n'étaient pas préparés à cette demande. C'est pour cette raison que toutes les réunions tenues avec les opérateurs et les fournisseurs d'accès Internet ont été axées sur les moyens à même de permettre de réagir en amont.

Reste qu'une augmentation du trafic de 40% reste possible à gérer, mais au-delà de ce niveau, des investissements importants et un travail sur plusieurs mois seront nécessaires, car le renforcement des capacités d'un opérateur ou d'un fournisseur de 50% ou de 100% nécessite des projets

de déploiement d'équipements importants.

Alors pour répondre à votre question, oui, au début de la première semaine du confinement, c'était un peu difficile, mais après les choses ont commencé à s'améliorer.

Globalement, notre réseau ne souffre pas de grands problèmes (chute de réseau), mais les professionnels sont obligés de gérer des niveaux de réclamations plus importants par rapport au débit.

Il faut rappeler dans ce contexte que Tunisie Telecom a augmenté sa bande passante internationale de plus de 20% (de 100 gigabits) alors que la capacité des autres opérateurs est déjà suffisante.

Nous avons aussi appelé les citoyens à maîtriser leur utilisation d'Internet à travers la non utilisation d'applications gourmandes en bande passante (gaming, vidéos...), pour favoriser le travail et l'enseignement à distance, sachant que

60% du trafic Internet est consommé dans le gaming, les vidéos et les films.

Pour résumer, je puis dire qu'on a tablé sur une prise de conscience du citoyen dans le sens d'une utilisation responsable d'Internet et on a évité l'utilisation des moyens

techniques pour la priorisation du trafic, une option tout à fait envisageable. Aujourd'hui, on n'est pas dans une situation critique, mais si on s'y retrouve, des mesures adéquates seront prises.

La sécurité de l'infrastructure et des données est-elle garantie et quelles mesures avez-vous pris suite au piratage des cartes e-dinar travel ?

L'Agence Nationale de la Sécurité Informatique (ANSI) publie régulièrement des notes pour attirer l'attention des internautes sur ce volet et nous avons une cellule de crise qui se réunit tous les jours pour discuter des principaux problèmes, spécialement le

Tablettes pour les étudiants

L'Université de la Manouba a lancé une campagne de collecte de dons pour l'acquisition de 1000 tablettes numériques connectées à Internet, dans le but de garantir le principe de l'égalité des chances entre les étudiants.

[PLUS SUR LE WEB](#)

volet sécurité car il y a des gens (hackers, cybercriminels) qui vont sûrement profiter de cette situation de crise.

Je dois rappeler que deux grandes sociétés en Tunisie, sans les nommer, ont subi des attaques et ont enregistré des dégâts qui ont été réparés avec l'aide de l'ANSI et de plusieurs autres acteurs.

Une autre tentative de piratage, qui a ciblé environ 780 comptes de la Poste tunisienne, a été circonscrite très vite évitant ainsi des dégâts beaucoup plus graves. Les clients ont été crédités des montants débités lors de cette opération et on a pu récupérer une partie de l'argent avec la collaboration de partenaires étrangers. Et grâce à nos contrats d'assurance, on pourra percevoir toute la somme.

Tout ceci pour dire que nous disposons de tous les moyens qui nous permettent de prémunir notre infrastructure réseau et même nos entreprises. Depuis le début du confinement, l'ANSI a donné aux entreprises le mode d'emploi et les solutions qui peuvent être utilisés pour sécuriser l'accès à distance aux systèmes d'informations des sociétés.

Je veux également rappeler que le problème de sécurité ne

concerne pas seulement la Tunisie, mais plusieurs autres pays, comme l'Italie qui a enregistré une hausse de 10% du nombre d'attaques.

Quant au secteur bancaire, jusqu'à ce jour, aucune attaque virtuelle n'a été signalée.

Compte tenu de ce qui précède, quels sont les limites et les freins à la transformation digitale en Tunisie ?

Au cours de la pandémie du Covid-19, nous avons découvert des défaillances au niveau de certains secteurs en matière de sécurité; même chose au niveau de la transformation digitale. Il y a certainement des choses qui ont été faites, mais peut-être pas au bon rythme.

Dans cet ordre d'idées, je tiens à rappeler que la réussite de cette transformation n'est pas l'affaire d'un seul ministère, car la résistance au changement existe dans les administrations et les entreprises aussi. Je suis persuadé qu'avec un Sponsorship, un leadership et une bonne gouvernance, les gens vont adhérer.

La preuve en est la collaboration qui existe actuellement dans le contexte Covid-19 entre quatre voire cinq ministères, chose qui n'était pas évidente avant le confinement.

On ne doit pas oublier aussi le secteur privé qui a contribué à la mise en place d'une grande partie des solutions mises à la disposition des ministères de la Santé, des Affaires sociales ou de l'Intérieur. Il s'agit de solutions réalisées dans le cadre d'un travail conjoint public/privé en coopération avec des organisations de la société civile.

Nous sommes également convaincus qu'il faut absolument avoir des priorités dans la transformation digitale et se concentrer sur des projets qui vont simplifier la vie des citoyens ou des sociétés. Mais il ne faut pas oublier qu'on a des process très lourds comme ceux des achats ou de validation au sein des ministères et des administrations publiques qui nécessitent des semaines, voire des mois et parfois des années de préparation.

On ne peut en aucun cas se permettre des délais aussi longs dans les projets technologiques car dans le secteur du digital tous les 3 ou 6 mois il y a des nouvelles solutions. Si on lance un cahier des charges et on démarre la réalisation de ce projet après un an ou 18 mois nous serons déjà dépassés.

C'est pour cette raison que notre priorité est de changer nos méthodes de travail, raccourcir les

délais, optimiser et simplifier les process, tout en assurant la traçabilité, la transparence et l'égalité des chances.

Il faut donc se remettre en cause et voir comment raccourcir les délais comme le fait le secteur privé qui adopte des approches respectant tous les process mais avec des délais beaucoup plus courts.

Parfois on a le budget, mais les projets restent bloqués, donc il s'agit d'un problème de rapidité d'exécution qui ne peut être amélioré qu'en changeant notre mode de travail.

Les tarifs Internet en Tunisie sont-ils à la portée ?

Selon le comparatif de l'internet 4G et 3G, on a le prix le moins cher au monde avec un coût gigabit à 4 dinars, sachant qu'on importe les équipements de l'étranger en devises, en plus des taxes douanières.

Un travail doit, toutefois, être fait au niveau de l'Internet fixe, car même en faisant le benchmark, aujourd'hui le prix est à partir de 25 d/mois, et c'est pour cette raison que nous encourageons les fournisseurs d'Accès Internet à mettre à niveau leur réseau.

Drones

Une expérience pilote d'essai de quatre drones équipés de caméras thermiques et de hauts parleurs, fournis par le groupe Telnet pour lutter contre le Coronavirus.

[PLUS SUR LE WEB](#)

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions** Visiteurs Uniques | + de **12 Millions** Visites | + de **23 Millions** Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien
CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

ACTUALITÉS

Tunisie

600 millions d'euros d'appui budgétaire européen

La Commission européenne a adopté une proposition prévoyant d'octroyer 3 milliards d'euros d'assistance macrofinancière (AMF) à dix pays partenaires de l'élargissement et du voisinage afin de les aider à limiter l'incidence économique de la pandémie de COVID-19.

Cette proposition vient s'ajouter à la stratégie «Team Europe», qui est la réponse forte et ciblée par laquelle l'UE entend soutenir ses partenaires dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19.

Dans une période de crise sans précédent, c'est un témoignage important de la solidarité de l'UE avec ces pays.

Ainsi, la Tunisie bénéficiera, grâce à ce programme d'assistance, d'un appui budgétaire de 600 millions d'euros, soit près de 2 milliards de dinars en tant qu'appui budgétaire.

Seule l'Ukraine aura un soutien plus important pour des raisons géopolitiques évidentes.

Les pays soutenus par l'Europe sont :

- Albanie (180 millions d'euros),
- Bosnie-Herzégovine (250 millions d'euros),
- Géorgie (150 millions d'euros),
- Jordanie (200 millions d'euros),
- Kosovo (100 millions d'euros),
- Moldovie (100 millions d'euros),
- Monténégro (60 millions d'euros),
- Macédoine du Nord (160 millions d'euros),
- Tunisie (600 millions d'euros),
- Ukraine (1,2 milliard d'euros).

[SUR LE WEB](#)

1,2 million

1,2 million de personnes ont déposé des demandes auprès des délégations pour percevoir l'aide sociale exceptionnelle accordée au titre de la lutte contre la propagation du coronavirus. [PLUS](#)

[SUR LE WEB](#)

Mécanisme de garantie des crédits accordés aux entreprises sinistrées

Le gouvernement a officiellement lancé un mécanisme de garantie des crédits de gestion et d'exploitation accordés par les banques aux entreprises sinistrées en raison de la propagation de la pandémie de coronavirus, ce qui permettra de garantir de nouveaux crédits aux alentours de 500 millions de dinars (MDT).

Créé en vertu du décret gouvernemental n°6 publié au Journal Officiel de Tunisie (JORT), du 18 avril 2020, ce mécanisme s'inscrit dans le cadre de l'ensemble de mesures fiscales et financières pour alléger les effets de la propagation du COVID-19.

Il garantit les crédits octroyés durant la période allant du 1er mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, à condition que ces crédits soient remboursés durant une période de sept ans avec deux années de grâce.

Ce mécanisme consacrera 100 MDT à partir des ressources du Fonds national de garantie et toutes les autres ressources

mises à sa disposition conformément aux dispositions en vigueur en faveur de ce mécanisme.

Le gouvernement a confié à la Société tunisienne de garantie (SOTUGAR) la gestion de ce mécanisme en vertu d'un accord signé avec le ministère des Finances ayant pour but de fixer les conditions et les méthodes de gestion. [SUR LE WEB](#)

Afrique subsaharienne

Les 4 «remèdes» du FMI pour lutter contre le Covid-19

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques pour l'Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international (FMI) prodigue quatre conseils que l'institution de Breton Woods juge «prioritaires», pour apporter une réponse efficace à la pandémie de Coronavirus.

Le FMI estime urgent de prendre des mesures décisives pour limiter les pertes humaines et économiques et protéger les plus vulnérables.

1. Les pays de l'Afrique subsaharienne doivent faire tout ce qui est en leurs pouvoirs, et cela par tout moyen, pour s'assurer que la prise en charge sanitaire de la pandémie est effective et tournée vers la préservation des vies humaines.
2. Il est encourageant que les pays d'Afrique subsaharienne effectuent des transferts directs aux ménages et aux entreprises. Pour ce faire, les gouvernements peuvent s'endetter, et une fois les menaces du Covid-19 écartées, il faudra redéployer des efforts pour rendre la dette soutenable.

3. Les Banques centrales sont appelées à assouplir au maximum la politique monétaire, en permettant aux banques d'accéder plus facilement à la liquidité. Mais la stratégie monétaire sera différente selon les pays. Il est recommandé aux pays à taux de change variable de laisser dévaluer la monnaie, pour injecter le maximum de liquidités.
4. Les pays de l'Afrique subsaharienne sont invités à bien négocier les appuis internationaux afin de limiter les problèmes de balance de paiement. [SUR LE WEB](#)

Tunisair

«Nous sommes conscients de la situation catastrophique de la compagnie. Celle-ci nécessite des réformes profondes, des sacrifices, des décisions audacieuses».

[PLUS SUR LE WEB](#)

L'heure est aux énergies renouvelables ?

Le recours aux énergies renouvelables pour dé-carboniser les systèmes énergétiques doit être l'une des pistes à favoriser par les gouvernements dans le cadre de leurs stratégies de récupération après la pandémie du coronavirus, indique un rapport de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), publié lundi 20 avril 2020.

Selon ce rapport sur les «Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables. Transformation énergétique 2050 les crises d'ordre sanitaire, humanitaire, social et économique déclenchées par la pandémie de coronavirus (COVID-19) exigent une réponse décisive, à grande échelle, fondée sur des mesures sociales et économiques appropriées.

Les pays doivent continuer à relever les défis de durabilité et de renforcement de la résilience tout en améliorant la santé et le bien-être des populations, recommande le rapport, qui estime que le besoin d'accélérer le

processus visant à atteindre les objectifs climatiques mondiaux par la dé-carbonisation des sociétés reste encore et toujours d'actualité.

La transition énergétique peut stimuler le développement socio-économique si elle est menée dans le cadre de politiques globales destinées à promouvoir une dé-carbonisation transformative des sociétés. Une telle approche holistique alignerait la dé-carbonisation de l'énergie sur les objectifs économiques, environnementaux et sociaux.

Même si une stratégie de dé-carbonisation approfondie peut requérir un investissement énergétique total de l'ordre de 130.000 milliards de dollars, les Perspectives de l'IRENA révèlent que les bénéfices socio-économiques seraient considérables.

D'ici 2050, la transformation du système énergétique pourrait augmenter les gains cumulés mondiaux en termes de PIB de 98.000 milliards de dollars supplémentaires par rapport aux plans actuels.

La transformation du système énergétique, vecteur de création d'emplois

Selon le rapport de l'IRENA, la transformation du système énergétique, ferait passer le nombre d'emplois dans le secteur des

énergies renouvelables à 42 millions, soit quatre fois plus qu'aujourd'hui, mais aussi à 21 millions dans le domaine de l'efficacité énergétique et 15 millions dans celui de la flexibilité du système.

«La dure tâche des gouvernements consiste à maîtriser l'urgence sanitaire tout en introduisant des mesures de relance et stimuli de grande envergure. La crise a mis en évidence les profondes vulnérabilités du système actuel. Les Perspectives de l'IRENA montrent les voies à suivre pour construire des économies plus durables, équitables et résilientes, en alignant les efforts de récupération à court terme sur les objectifs à moyen et long terme de l'Accord de Paris et du Programme de développement durable des Nations Unies », a déclaré à ce titre le directeur général de l'IRENA, Francesco La Camera.

«En accélérant l'essor des énergies renouvelables et en intégrant la transition énergétique dans le processus global de récupération, les gouvernements peuvent atteindre de nombreux objectifs économiques et sociaux en ligne avec la poursuite d'un avenir résilient ne laissant personne pour compte». [SUR LE WEB](#)

Tunisie

Une saison touristique cet été?

Le Coronavirus ne tuera pas le tourisme tunisien. N'oublions pas que nous ne sommes qu'au mois d'avril et qu'il reste encore 8 mois, les plus importants de l'année - à savoir les trois mois d'été et l'arrière-saison.

Personne ne peut prédire, à l'état d'aujourd'hui, comment va évoluer la pandémie du COVID-19. En Tunisie, le coronavirus est en train d'être maîtrisé ; et il est possible que le déconfinement commence, progressivement, dès le 3 mai.

La saison touristique dépendra des marchés : tunisien, algérien et russe. N'oublions pas qu'en 2019, plus de 68% des arrivées touristiques ont été réalisées par les Algériens, les Libyens et les Tunisiens résidents à l'étranger, qui ont effectué plus de 32% des nuitées de l'hôtellerie tunisienne ; que les Russes ont totalisé 23% des entrées européennes et 33,5% de leurs nuitées.

Il est donc très possible de sauver encore cette année touristique 2020 ; à condition que les hôtels mettent en place des procédures de prévention contre le coronavirus et qu'ils communiquent bien

là-dessus ; qu'un marketing ciblé et pertinent sur la destination soit fait ; et bien évidemment que les frontières soient rouvertes.

Certes, en 2020, le tourisme tunisien ne battra pas des records et ne réitérera pas, non plus, les performances de l'année 2019 ; mais il peut espérer sauver la saison, réaliser des performances moyennes ; et surtout rester dans le trend : une destination demandée sur les marchés émetteurs.

C'est seulement à la lumière des résultats de cette année et des bouleversements que va subir le tourisme mondial, à la suite de la pandémie du COVID-19, que le tourisme tunisien peut déterminer sa stratégie future ; aussi bien au niveau de l'offre que de la demande.

Il est certain que la solution n'est pas dans le bradage des prix ; bien au contraire. La solution est dans l'amélioration de la qualité du produit, où la santé devient la priorité, dans la préservation de l'environnement et le travail pour un tourisme durable, responsable.

**Soyons optimistes.
Œuvrons pour le futur ! Le tourisme est l'avenir de la Tunisie.**

[SUR LE WEB](#)

Aïf KCHOUK

**6 230
chambres
d'hôtels**

6 230 chambres ont été mises à la disposition du ministère de la Santé pour héberger le corps médical, les confinés qu'ils soient des malades ou des rapatriés de l'étranger soumis à une quarantaine obligatoire. (chiffres au 18 avril 2020)

Taxis à l'arrêt

Le groupement professionnel du transport et de la logistique relevant de la CONECT a alerté, lundi, quant à la fragilité de la situation des professionnels des taxis à cause du quasi-arrêt de leur activité qui les prive de leurs sources de revenus.

Le groupement a ainsi appelé l'Etat à intervenir d'urgence en faisant bénéficier les professionnels sinistrés par la crise due au Coronavirus (détenteurs d'autorisations et conducteurs), du mécanisme de soutien occasionnel de 200 dinars prévu par le décret gouvernemental, durant la période du confinement sanitaire général afin d'éviter une crise sociale aiguë.

Lettre ouverte des commerçants de détail au gouvernement

Les commerçants de détails ont adressé la lettre ouverte (ci-après) au gouvernement d'Elyes Fakhfakh, plus particulièrement aux ministres du Commerce, Mohamed Msilini, des Affaires sociales, Habib Kchaou, et des Finances, Nizar Yaïche.

Nous écrivons cette lettre suite à l'intervention de Mr le chef du gouvernement du dimanche 19 avril et l'annonce du prolongement des mesures de confinement total jusqu'au 03 mai 2020. Nous souhaitons, par son biais, partager notre inquiétude au sujet de la situation de plus en plus critique que nous vivons et vous apporter les propositions adéquates pour reprendre notre activité à la fin du confinement.

Commerçants de prêt-à-porter, de chaussures et accessoires, de la bijouterie-horlogerie, du jouet, du meuble, des articles de sport, des articles de maison, de l'optique, de la parfumerie et de la cosmétique, de l'électroménager, de l'artisanat, etc., nous assurons près de 100 mille emplois dans plus de 30 000 points de vente à travers le pays.

Depuis le 20 mars dernier et pour au moins deux semaines encore, nos magasins sont fermés, fruit d'une décision du gouvernement tunisien indispensable pour endiguer au plus vite la propagation du Covid-19. La santé du Tunisien est une priorité absolue et doit le rester.

Cependant, les commerces, quelle que soit leur taille, subissent une perte de chiffre d'affaires considérable. En cette période de crise, ne pas mettre la clé sous la porte implique d'assumer des coûts de fonctionnement lourds, incompressibles et impossibles à supporter : avance du paiement des salaires, poids financier des stocks de marchandises, règlements des fournisseurs...

Nous avons tous fait des choix forts mais coûteux pour préserver la chaîne de production, indispensable à la reprise économique post-confinement. Les salaires et les loyers constituent la plus grande partie de nos charges et peuvent représenter chacun plus de 15% de notre chiffre d'affaires en temps normal.

Nous sollicitons votre aide pour faire face à ces difficultés économiques montantes et ce à deux niveaux :

1. Jouer le rôle de médiateur entre les commerçants et les bailleurs pour aboutir à un cadre légal garantissant la suspension des loyers pendant toute la période du confinement. Ce cadre éviterait aux commerçants les risques de poursuites et d'éviction pour défaut de paiement des loyers. A défaut, assurer au commerçant une prise en charge totale ou partielle par l'Etat des loyers de la période de fermeture.

2. Autoriser les commerçants à reprendre leur activité à la fin du confinement général, soit le 4 mai qui coïncidera avec le 11ème jour de Ramadan. Il est à souligner que le mois de Ramadan constitue, pour la majorité des commerçants cités ci-dessus, le moment fort de l'année. Certains réalisent près de 40% de leur chiffre d'affaires annuel pendant le mois saint.

Pour que cette reprise soit possible et qu'elle s'inscrive dans l'effort collectif visant à préserver la santé des Tunisiens et à éviter de les exposer aux risques de contagion, nous proposons une liste des mesures et précautions à adopter par les commerçants (voir Annexe ci-joint).

En conclusion, nous soulignons encore une fois que trouver une solution pour suspendre les

loyers pendant la période du confinement, alléger les charges financières des commerçants et leur permettre de rouvrir leurs portes dès la fin du confinement général tout en observant les règles citées précédemment sont les seules mesures à même de permettre à tous les commerçants de traverser la crise, de relancer l'activité et de sauver les emplois dans les prochains mois.

Signataires :

Mehdi Abdelmoula, président de la Chambre nationale des chaînes de magasin d'habillement ;

Hatem Meziou, président de la Chambre nationale de la parfumerie et de la cosmétique ;

Hatem Ben Youssef, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie Horlogerie ;

Najoua Kammoun, présidente de la Chambre nationale des opticiens ;

Mohsen Ben Sassi, président de la Chambre nationale du commerce de tissu et de prêt-à-porter ;

Akram Belhaj, président de la Fédération du cuir et chaussure.

Annexe - liste des mesures et précautions à adopter par les commerçants à la fin du confinement

1. Distanciation sociale:

Respecter les règles de distanciation sociale, en particulier le maintien d'une distance d'1 m entre chaque personne, notamment à

- entrée du commerce,
- caisse,
- cabine d'essayage...

Avec traçage au sol (bandes adhésives) ;

- Limiter le nombre de personnes dans la surface de vente :

- Pour les clients : accueillir au maximum d'un client par 15 m² (Ex : si le commerce fait une surface de 100 m², seuls 6 clients seront acceptés à la fois) ;

- Pour les employés : la même règle appliquée aux clients serait appliquée aussi au personnel du commerçant soit un employé à la fois par commerce de moins de 15 m² et un employé par fraction de 15 m² pour les autres.

2. Contrôle des clients :

Garantir la disponibilité du gel hydroalcoolique à l'entrée du point de vente : les clients seront appelés, systématiquement, à se désinfecter les mains avant d'entrer dans la surface de vente.

3. Equipements de protection individuelle :

- Imposer le port du masque aux employés et aux clients :
- Pour les employés, un minimum de 4 masques en tissu seront fournies gratuitement par l'employeur, pour une utilisation de 2 masques par jour (3 à 4 heures c'est la durée d'utilisation d'un masque) ;
- Les clients ne portant pas de masque ne seraient pas autorisés à entrer dans le commerce ;
- Imposer le port d'une tenue de travail, à changer quotidiennement ;

4. Actions de sensibilisation :

Afficher à l'entrée du magasin les mesures de sécurité et d'hygiène adoptées pour lutter contre la propagation du COVID 19.

5. Transport du personnel :

- Assurer pour le personnel du commerçant, pendant le premier mois après la fin du confinement, des solutions de transport individuel ou par petits groupes ne dépassant pas trois personnes. Ces solutions peuvent consister en l'utilisation des moyens de transport du commerçant ou des employés ou le financement de taxis. Nous éviterons, ainsi, l'utilisation des transports collectifs ;

6. Nettoyage et désinfection des locaux :

- Instaurer des procédures de nettoyage et de désinfection fréquents des sols et surfaces, notamment les comptoirs, les rampes d'escaliers, etc.
- Mettre à disposition un produit détergent-désinfectant, des lingettes désinfectantes...

SUR LE WEB

4 Mai

La plupart des médecins libéraux qui ont dû fermer leurs cabinets pendant la période de confinement général reprendront leurs activités le 04 mai prochain, date du déconfinement ciblé

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

Le marché de l'automobile En Tunisie

UN PARC AUTOMOBILE VIEILLISSANT

UN MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE EN MUTATION

UNE INDUSTRIE AUTOMOBILE OBJET DE TOUS LES ESPOIRS



*1/3 DU PARC À PLUS DE
20 ANS D'ÂGE*



*POUR UN PLAN NATIONAL
DE L'AUTOMOBILE*



*STRATÉGIE NATIONALE DE
LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE*



*INDUSTRIE DES COMPOSANTS
AUTOMOBILE - L'INDUSTRIE DE
TOUS LES ESPOIRS*

SONDAGES

Mesures gouvernementales

Le capital confiance des entreprises au plus bas

Seulement 43% des chefs d'entreprise ont déclaré avoir confiance en la capacité du gouvernement à implémenter les mesures de soutien et d'accompagnement afin de minimiser l'impact du coronavirus, révèle une étude qui vient d'être publiée par l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE).

Menée du 1er au 13 avril auprès d'un échantillon de 500 entreprises afin d'évaluer leur perception vis-à-vis des mesures annoncées par le gouvernement, cette enquête a dévoilé que le capital confiance des chefs d'entreprise à l'égard de ces mesures s'est dégradé progressivement au fil des semaines.

Ce chiffre était de 73% lors de l'annonce des mesures par le chef du gouvernement avant de basculer à 55% une semaine après cette annonce.

La perte de crédibilité du gouvernement peut s'expliquer par la non concrétisation des mesures annoncées.

S'agissant de l'évaluation des mesures, il ressort que plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés se sont dits «plutôt satisfait ou très satisfait» par le report du paiement des impôts durant 3 mois à partir du mois d'avril.

Cependant, 30% n'ont pas confiance quant à la capacité du gouvernement à mettre en place cette mesure.

En ce qui concerne le report du paiement des mensualités des crédits bancaires et des établissements financiers durant 6 mois, plus de 40% des répondants ont déclaré qu'ils sont sceptiques à l'idée de voir cette mesure se concrétiser.

D'autre part, plus de la moitié des chefs d'entreprise interrogés ont répondu qu'ils n'avaient pas confiance voir «pas du tout confiance» en l'aptitude du gouvernement d'implémenter la mesure relative à la mise en place d'une ligne de garantie d'une valeur de 500 millions de dinars afin de permettre aux entreprises de

contracter de nouveaux crédits de gestion et de travaux.

Pour ce qui est de la mise en place d'un fonds d'investissement d'une valeur de 700 millions de dinars pour restructurer les entreprises sinistrées, l'enquête a révélé que 49,29% se sont dits «plutôt satisfaits» concernant cette mesure.

En revanche, 35,41% d'entre eux n'ont «plutôt pas confiance» quant à la disposition du gouvernement à concrétiser cette mesure.

Au cours de cette enquête, l'IACE a demandé aux chefs d'entreprises s'ils disposent de mesures d'accompagnement à proposer.

72% d'entre eux ont suggéré une série de recommandations dont principalement le report pour une période plus longue des impôts et taxes, la prise en charge totale ou partielle des retenues à la source sur salaires et l'implémentation des mesures déjà annoncées.

Ils ont également plaidé en faveur d'un déconfinement progressif pour les entreprises, d'une amnistie générale et fiscale et d'un report du paiement des factures auprès des

établissements étatiques (STEG, SONEDE...)

Ils ont aussi proposé de prolonger les procédures actuelles du chômage technique pour une période dépassant le mois d'avril, de faciliter la réglementation pour le travail partiel et de baisser les taux d'intérêt (TMM).

Il est à noter que cette enquête a été menée auprès d'entreprises de différentes tailles et qui exercent dans différents secteurs tels que l'industrie, le commerce, le bâtiment et les services.

[SUR LE WEB](#)

**65%
du salaire**

l'accord prévoit le paiement par le gouvernement de 200 dinars au titre de l'aide exceptionnelle, en plus des 65% du salaire qui sera payé par l'employeur (soit l'équivalent de 17 jours de travail). [PLUS](#)

[SUR LE WEB](#)

NEWS

Mohamed Fadhel Kraiem appelle les Opérateurs Télécoms à être la locomotive de la transition numérique

Le ministre des Technologies de la communication et de la Transition numérique, Mohamed Fadhel Kraiem a appelé les opérateurs de télécommunications à tirer profit des occasions qui se présentent dans le domaine du numérique, suite à la crise déclenchée par le coronavirus et à redoubler d'efforts pour concrétiser la transition numérique.

Il les a exhorté à jouer le rôle de locomotive de cette transition. Lors d'une séance de travail tenue, mercredi, entre le ministre et les directeurs généraux des trois opérateurs de réseaux publics de télécommunications, il y a eu une présentation des nouvelles applications et solutions numériques mises en exploitation par ces opérateurs, à l'instar du « Portail des aides sociales » développé au profit du ministère des Affaires sociales et consacré à l'organisation des opérations de versement des aides destinées aux catégories vulnérables et à revenus limités.

Il s'agit également de l'application « We Care » qui sera exploitée pour renseigner les citoyens, dans le cadre de la prévention contre le coronavirus. Les opérateurs de télécommunications ont ainsi, affirmé leur disposition à assurer la réussite de la mise en exploitation de ces projets.

De son côté, le ministre a exprimé sa reconnaissance des efforts déployés par les opérateurs en question pour soutenir les programmes du gouvernement dans le cadre de la lutte contre les répercussions du coronavirus, les félicitant de leur réussite à garantir la continuité des services de télécommunications et d'internet et des différents services destinés aux citoyens, aux entreprises et aux structures administratives.

[SUR LE WEB](#)

BOURSE

Semaine boursière

Le marché a évolué en dents de scie

Analyse boursière hebdomadaire pour la semaine du 20 au 24 Avril 2020, de l'intermédiaire en bourse Tunisie Valeurs :

Le marché a évolué en dents de scie sur la semaine, avant de terminer sur une note globalement positive, soit une progression de 1,2% à 6 357,40 points.

L'indice de référence réduit ainsi, sa contre-performance annuelle à -10,7%.

En l'absence de transactions de bloc, les échanges ont été relativement faibles. Une enveloppe de 16 MD a été échangée cette semaine, soit un flux moyen de 3,2 MD par séance.

Analyse des valeurs :

· SFBT s'est adjugée la meilleure performance de la semaine. L'action a bondi de 12,5%, à 19,810 D, en alimentant le marché avec des capitaux de 1,4 MD. La brasserie a été parmi les premières sociétés cotées à faire part de ses indicateurs du premier trimestre 2020. Ces derniers font

état d'une croissance des ventes de 12%, à 162 MD.

· Le titre ADWYA s'est également, inscrit dans le vert. L'action du laboratoire pharmaceutique a signé une progression de 5,4%, à 2,900 D. Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2020, a connu une croissance par rapport à celui du premier trimestre 2019 de l'ordre de 22%, à 28,5 MD. Ceci provient essentiellement, des effets suivants:

1) la hausse des ventes des produits génériques de 45%, avec une contribution dans le chiffre d'affaires de 2020 de 44% (+7% par rapport à 2019) et 2) la hausse du chiffre d'affaires des produits sous licence de l'ordre de 12%.

· ICF a affiché la moins bonne performance de la semaine. L'action a 7,4% à 59,280 D, en générant des capitaux de 1 MD. Notons que l'AGO tenue vendredi 17 avril dernier a approuvé la distribution d'un dividende de 8 D par action. La date de distribution des dividendes a été fixée pour le 7 Juillet 2020.

· Valeur la plus convoitée de la semaine, le titre SAH Lilas a mobilisé un volume de 7,5 MD, soit 16% des flux hebdomadaires. Le spécialiste des produits d'hygiène et des détergents a vu son cours augmenter de 1,3% à 8,940 D.

118 jours

Les réserves en devises se sont stabilisées, au 7 avril 2020, à 6.909 millions de dollars US (ou 118 jours d'importation), soit en hausse de 7 jours d'importation par rapport à fin 2019.

BCT

Légère accélération des crédits à l'économie en février 2020



Les crédits à l'économie ont connu une légère accélération, en février 2020, en évoluant de 3,6% en glissement annuel (G.A), contre 3% en janvier 2020 et 8,6% un an auparavant, rapporte la note de la BCT sur « Les évolutions économiques et monétaires/Avril 2020 » publiée, mardi.

Cette évolution s'explique par la hausse du rythme de progression des crédits aux professionnels (+4,5% en G.A contre 4% un mois auparavant) et de ceux accordés aux particuliers (+1,1% en G.A contre 0,6%). Cette progression a été perceptible au niveau des crédits aux professionnels à court et à moyen termes, ainsi que des crédits à la consommation.

[SUR LE WEB](#)

Inflation

Un rebond de l'inflation a été enregistré en mars 2020, à 6,2%, en glissement annuel (G.A), contre 5,8% en février 2020 et 7,1% une année auparavant, marquant ainsi une rupture de la trajectoire dés-inflationniste, amorcée depuis le début de l'année 2019, selon la note de la BCT publiée, mardi 21 avril, sur « Les évolutions économiques et monétaires/avril 2020 ».

Cette évolution porte, selon la BCT, la marque de la montée notamment des prix des produits alimentaires frais et, à un moindre degré, de l'accélération des prix administrés. [PLUS SUR LE WEB](#)

Carthage Cement

Du nouveau dans l'affaire de surfacturation de 30 millions d'euros



Dans le cadre de l'affaire pénale de surfacturation de 30 Millions d'Euro, pour la construction et la fourniture des équipements de la cimenterie, et dans laquelle un arrêté d'appel en faveur de Carthage Cement a été rendu par le pôle judiciaire et financier en date du 15 Novembre 2019 (notre communiqué du 20 Novembre 2019) condamnant les inculpés à payer solidairement le montant surfacturé, Carthage Cement informe le public que :

1. La société s'est pourvue en cassation du fait que l'arrêté d'appel n'a pas prévu le paiement des intérêts qui devaient être portés sur le montant dû.

2. Certains inculpés se sont pourvus en cassation ou se sont opposés à l'arrêté d'appel.

3. F.L.Smith, le constructeur et l'une des parties concernées, ayant reconnu son implication partielle dans l'affaire, a procédé le vendredi 17 Avril 2020, à un transfert de 2 Millions d'Euro au profit de Carthage Cement.

La société continue à défendre les intérêts des actionnaires jusqu'à l'épuisement de toutes les voies de recours, pour le recouvrement de l'intégralité des montants dus.

[SUR LE WEB](#)

Ligne maritime directe Sfax - Tripoli

Le Groupement interprofessionnel des fruits (GIF) a lancé, en collaboration avec la société maritime «TunShip», une ligne maritime directe entre les ports de Sfax et Tripoli (Libye) qui sera opérationnelle à partir de dimanche 26 avril 2020

WEBMANAGERCENTER



AUDIENCE WMC PORTAIL (2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

TRIBUNE

La Crise du Coronavirus, est un triple choc de demande, d'offre et de finances publiques

La crise du Covid-19 est totalement différente des crises antérieures. Elle se manifeste par un double choc d'offre et de demande inédits touchant au passage la finance publique.

Le risque est qu'elle se transforme en un choc permanent ce qui compliquerait la capacité des politiques économiques pour la sortie de crise et le retour au trend pré-crise qui pourrait prendre du temps.

Par Taoufik Rajhi

L'incertitude sur la durée du confinement et son impact sur les entreprises ainsi que l'ampleur du choc émotionnel et psychologique sur le comportement des ménages seraient importants à comprendre.

Le choc de la demande viendrait du comportement imprévisible des ménages qui risquent de se tourner vers la thésaurisation et l'épargne par précaution et se détourner de la consommation des services par peur d'un risque sanitaire invisible.

Le changement des habitudes, l'angoisse permanente d'attraper le virus conduirait à un confinement psychologique désastreux dont les conséquences seront gravissimes sur la demande.

La meilleure politique de relance est la politique publique de santé qui organiserait le dé-confinement atténué et dédramatisé pour ne pas entraîner une baisse durable de la demande.

La consommation, hors alimentaire, en particulier celle des services (cafés, restaurants, loisirs, hôtels, cinéma...) est le moteur de la croissance.

Les autorités publiques doivent rassurer tout en responsabilisant les citoyens quant à la nécessité de se protéger et de se prémunir pour préserver leur santé.

Les professionnels doivent, pour leur part, prendre les mesures adéquates pour travailler avec le moins possible de risques.

L'impact sur le pouvoir d'achat des salariés est, il faut le reconnaître, une préoccupation majeure, car, avec un pouvoir d'achat amoindri, la demande serait sapée. Soutenir le pouvoir d'achat des salariés, au-delà de l'aspect social, est la meilleure des politiques de relance.

Ce soutien devrait être mieux organisé dans un cadre économique et non social comme celui d'une «caisse d'assurance chômage».

Le soutien aux tranches vulnérables de la population est aussi de mise mais devrait être plus ciblé et organisé.

Les politiques fiscales incitatives telles la réduction de l'impôt ou de la TVA vont sûrement se heurter à la contrainte budgétaire de l'Etat. Elles pourraient toutefois être sélectives par secteur, comme la baisse de la TVA sur les installations des énergies renouvelables ou l'immobilier qui pourrait être un refuge pour certains.

Les pouvoirs publics doivent être totalement engagés pour protéger le tissu productif

Le choix du confinement était indispensable mais l'incertitude sur son impact sur l'économie dépend de sa durée.

Il est certain que les marges des entreprises, leurs trésoreries, leur profitabilité, leurs capacités d'investissement, leurs taux d'endettement vont fortement chuter.

Si pendant le confinement les entreprises font face à des problèmes de liquidités et de trésoreries, le dé-confinement sera synonyme de problèmes de solvabilité.

Le risque de fragiliser le tissu productif de l'économie est réel et la responsabilité des pouvoirs publics dans l'accompagnement des opérateurs doit être pleinement engagée.

Dans cette situation, ce qu'il faut c'est une relance classique de type microéconomique et pas une relance keynésienne.

La meilleure des politiques de relance est le dé-confinement rapide et sans risques.

La politique de soutien au tissu productif ne doit pas du tout être globale mettant dans le même sac des entreprises hétérogènes.

Elle doit être sectorielle et s'attacherait à venir au chevet des secteurs sinistrés en premier

lieu. Elle pourrait passer par les allègements fiscaux, aménagement des cotisations sociales, multiplication des garanties de crédit et autres.

Soutenir l'investissement des entreprises serait un enjeu considérable, mais là aussi, il faudrait innover. L'ajustement budgétaire par l'investissement public serait néfaste aux entreprises parce qu'il est la locomotive de l'investissement privé et accentuerait la récession.

Le pays est déjà en sous-investissement structurel, et réduire l'investissement dans un contexte d'épargne de précaution ne ferait qu'empirer la situation. Il faudrait à tous prix penser aux mesures d'amortissement dégressif et physique. Penser à mieux doter les agences de garantie des risques et accélérer le processus de mise en place de la Banque des régions fruit de la fusion des principaux instruments de financement des PME.

L'Etat a aujourd'hui une double incertitude et un double problème.

Une incertitude sur les recettes mais aussi sur les dépenses.

Un problème conjoncturel mais aussi structurel. Aujourd'hui, le conjoncturel est en train d'aggraver le structurel. C'est la situation des entreprises publiques et des

caisses sociales et en prime la CNAM. Du jamais vu de mémoire d'économiste.

C'est l'Etat qui devrait financer le confinement et le dé-confinement. Deux principes se dégagent.

La première tâche est de lever l'incertitude. On ne gagne pas une guerre si on connaît pas les capacités destructrices de l'ennemi, le terrain et si on n'envisage pas les différents scénarios.

Partout dans le monde, on navigue à vue. La France, par exemple, est à son troisième collectif budgétaire. Réduire l'incertitude sur l'impact de la crise c'est important, car à partir de là on arrive à évaluer l'ampleur des dégâts, les coûts et les moyens de l'intervention.

Gagner une guerre ne nécessite pas d'attaquer tous les fronts en même surtout lorsque vous n'avez pas les moyens. Priorisez et attaquez le conjoncturel en premier lieu, mais agissez pour accélérer les réformes structurelles liées à la Crise du Covid-19.

En jargon d'économiste, travaillez pour ramener l'économie à son trend central et ne cherchez pas à relancer car vous n'avez pas les moyens.

Protéger le niveau du PIB potentiel qui risque de diminuer par la

Crise-C. Ramener les courbes d'offre et de demande globales à leurs niveaux d'avant-Crise, c'est une tâche urgente.

Car il y a un temps pour le conjoncturel et un autre pour le structurel.

Employer l'artillerie lourde de type «Hélicoptère monétaire» ou rééchelonnement de la dette est très dangereux.

On peut invoquer, sans menace inflationniste, la facilité de caisse et la baisse des taux et l'achat massif des bons de trésor sans

risques de sanctions des marchés financiers, la réattribution de la dette. Le reste. Il faudrait l'explorer avec prudence et assez vite.

Il est légitime aujourd'hui en temps de crise de se tourner vers la BCT et les institutions internationales (IFI) pour trouver le financement nécessaire. D'ailleurs, aucune organisation nationale ne pourrait aider en matière de financement. Le salut viendra de la BCT et des IFI.

[SUR LE WEB](#)

72ème

La Tunisie a conservé sa 72e place dans le classement mondial de la liberté de la presse au titre de 2020, établi par Reporters Sans Frontières (RSF) et mis en ligne mardi 21 avril sur le portail de l'Organisation. Le classement concerne 180 pays.

[PLUS SUR LE WEB](#)

Changeons de logiciel !

En quelques semaines, le Coronavirus et le confinement des populations qu'il a entraîné, ont terrassé l'économie mondiale. Tous les Gouvernements n'ont pas hésité à mobiliser des MOYENS EXCEPTIONNELS EN UN TEMPS RECORD pour venir en aide à leurs populations et sauver les entreprises et les emplois.

Nos entreprises, déjà fragilisées par 10 ans d'instabilité et de turbulences, ont subi un arrêt brutal de leur exploitation et une chute de leurs revenus.

Plus grave encore, ces entreprises n'ont **AUCUNE VISIBILITÉ** ni sur la durée de la crise (qui va bien au delà de la fin du confinement), ni sur les perspectives et le rythme de reprise de leurs activités.

Ainsi, leurs chances de survie et leur capacité à rebondir, dépendront clairement du soutien **REEL, RAPIDE et EFFICACE** du Gouvernement et des institutions financières, pour leur permettre d'alléger leurs charges, soulager leur trésorerie et leur offrir les financements dont elles ont besoin!

Certes nous ne pouvons mobiliser pour cela l'équivalent de 10 ou 15 % de notre PIB comme d'autres pays (nous en sommes très loin).

Mais nous pouvons au moins améliorer et SIMPLIFIER les mesures décidées afin qu'elles puissent réellement atteindre l'objectif escompté : sauver les entreprises et les emplois.

Pour faciliter l'obtention RAPIDE par les entreprises de crédits bancaires de trésorerie, TOUS les pays ont mis en place des fonds de garantie imposants pour rassurer les banques et les encourager à ouvrir les vannes du financement !

Le fonds de garantie de 500 MDT décidé par notre Gouvernement, est incontestablement le mécanisme le plus efficace et le plus rapide dont pourraient bénéficier les entreprises.

A CONDITION :

1- que la garantie soit accordée (par la Sotugar) de manière facile et rapide (5 jours), et qu'il n'y ait pas de multiples conditions d'inegibilité;

2- que la garantie couvre la quasi totalité du crédit (90% en France, 95% au Maroc) ce qui libérerait les banques du risque et leur permettrait de réduire la marge appliquée (1,5% maximum);

3- que les banques s'engagent à traiter les demandes de financement dans les 5 jours, n'exigent pas de documentation excessive des entreprises et se basent au mieux sur leur connaissance de leurs clients;

4- qu'il y ait une base de calcul claire des montants des crédits à accorder pour faire face à la crise (3 mois de «charges courantes» au Maroc, 25% du Chiffre d'affaires HT de 2019 en France);

5- que la BCT assouplisse ses règles prudentielles et «fournisse» les liquidités nécessaires aux banques.

A nous de choisir :

Ou on laisse faire notre BUREAUCRATIE et les entreprises mourront avant que l'argent n'arrive Ou on CHANGE DE LOGICIEL, on bouscule les sales habitudes et on sauve notre économie.

N.B. Le fonds de garantie de 500 MDT, ne mobilise en réalité que 100 MDT sur le budget (20%). On gagnerait à le doubler (en mobilisant 100 MDT supplémentaires) et mettre ainsi à disposition des entreprises 1 milliard de DT de crédits bancaires garantis par l'Etat ! Ce serait déjà un pas. 200 MDT c'est absolument rien par rapport aux pertes d'une seule année des entreprises publiques, et à peine 10% des hausses de salaires de la fonction publique prévues en 2020. [SUR LE WEB](#)

Nafaa Ennaifer

1.513.000
Familles

260 000 familles nécessiteuses bénéficieront de cette deuxième tranche d'aides en plus de 464 000 familles à revenu limité, 382 familles en charge d'enfants, 121 familles en charges de personnes âgées et 286 familles en charge de personnes à besoins spécifiques.

[PLUS SUR LE WEB](#)

CHRONIQUE

Coronavirus

Les prémonitions de Bill Gates

Interpellé sur l'évolution que pourrait connaître le coronavirus (Covid-19), dans les mois à venir à travers le monde, le milliardaire philanthrope américain, Bill Gates, a jugé la lutte en cours contre le Covid-19 en ces termes «Il s'agit d'un scénario cauchemardesque car les virus respiratoires de transmission entre humains peuvent se développer de façon exponentielle», a-t-il déclaré.

Le Co-fondateur de Microsoft, qui intervenait début avril 2020 sur la chaîne de télévision américaine CNBC, a prédit un scénario catastrophique pour les pays en développement, un autre moins alarmiste pour l'Amérique du Nord et l'Europe, et une sortie de crise, sans trop de dégâts, pour les pays asiatiques.

Bill Gates, qui est engagé avec sa femme dans l'humanitaire avec la fondation Bill & Melinda Gates, a estimé que la solution à la crise dépend «d'une thérapie miracle qui a un taux de guérison de plus de 95% ou une large utilisation du vaccin». Ce qui n'est malheureusement le cas.



Pis, il faut au moins un an à 18 mois pour mettre au point un vaccin, c'est ce qu'a déclaré Anthony Fauci, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses aux États-Unis.

Le confinement, seule solution efficace pour le moment

Pour contenir la pandémie, il a appelé les gens à se confiner le plus sérieusement possible. «Le seul modèle efficace connu est celui d'une rigoureuse distanciation sociale. Si vous ne faites pas ça, alors le virus touchera une large partie de la population et les hôpitaux se retrouveront en état de saturation en raison de l'afflux de personnes malades», a martelé Bill Gates.

«La Chine a vu le nombre de cas diminuer parce que la mise en place des tests et du confinement a été très efficace. Si un pays réussit à mettre en place des tests et à faire respecter le confinement, alors entre 6 à 10 semaines il devrait voir le nombre de cas baisser et commencer à pouvoir envisager un retour à la normal», a-t-il estimé.

Globalement, se référant à la Chine, premier pays affecté par le virus, il voit une sortie de crise pour les pays asiatiques. D'après lui, ces derniers ont prouvé qu'ils sont de «bons exemples en matière de dépistage, de suivi des contacts et de mise en quarantaine».

Scénario cauchemardesque pour les pays en développement

Pour le reste du monde, il estime que le plus grand nombre de victimes ne sera pas enregistré ni aux Etats-Unis ni en Europe, mais dans les pays en développement où le virus n'a pas encore atteint son pic. La raison est simple, d'après-lui. Ces pays sont dans l'impossibilité de réserver 10 à 20% de leur PIB à la lutte contre le Covid-19.

Par ailleurs, en attendant le vaccin miracle, Bill Gates a estimé en substance que si le confinement est strictement respecté et que si certaines innovations comme l'auto-écouvillonnage (auto-prélèvement) que sa fondation a conduit, se mettent en place, au début de juin prochain, la vie pourrait revenir à un rythme relativement normal.

«Le déroulement de ce processus d'ouverture, ajoute-t-il, dépendra de ce que nous verrons dans d'autres pays, qui adoptent tous leur propre approche pour surmonter la crise».

Et pour ne rien oublier, un élément d'histoire. Les propos de Gates, dont la fondation caritative privée travaille depuis des années à lutter contre les menaces de pandémies, sont hyper-médiatisés depuis sa déclaration prophétique faite en 2015.

Bill Gates n'est pas pour autant prophète

Alors qu'il intervenait dans une conférence sur les enseignements à tirer de l'épidémie Ebola (qui a frappé il y a quelques années la RD Congo, a Guinée-Conakry et la Sierra Leone), Gates avait alerté sur le manque de préparation des États en cas d'épidémie mondiale. Un discours qualifié de prémonitoire, tant le scénario imaginé par Bill Gates rappelle celui de l'apparition du coronavirus (Covid-19).

«Nous ne sommes pas prêts pour la prochaine épidémie», avait-il dit à l'époque, avant d'ajouter : «Si quelque chose tue plus de 10 millions de gens dans les prochaines décennies, ça sera probablement un virus hautement contagieux plutôt qu'une guerre. Nous avons énormément investi dans la dissuasion nucléaire, mais très peu dans un système pour arrêter les épidémies. Nous ne sommes pas prêts pour la prochaine épidémie».

Ces propos, qui rappellent étrangement les symptômes du Covid-19, ne doivent nullement nous amener à penser que Bill Gates est devenu un prophète, en ce sens où, avant lui, la CIA avait prédit, elle aussi, le même phénomène.

En effet, en 2009, dans un rapport de projection sur «Le monde en 2025», la CIA a déjà envisagé le scénario d'un virus respiratoire hautement contagieux, qui pourrait apparaître notamment en Chine, par le biais des animaux.

Drôle de coïncidence. Je vois déjà certains sourire...

[SUR LE WEB](#)

Ils ont dit...

«... Je ne prédis pas l'avenir, mais si les choses continuent comme ça, on a bien l'impression que ce qui était l'une des possibilités de cette maladie, c'est-à-dire une maladie saisonnière, est en train de se réaliser». Didier Raoult, le directeur de l'IHU Méditerranée-Infection

CULTURE

Mois du patrimoine

Visites virtuelles dans des sites archéologiques

Au moment où les activités culturelles sont suspendues et les musées sont fermés à la suite de la crise mondiale du coronavirus, l'Institut national du patrimoine (INP) propose pour les internautes des visites virtuelles dans des sites archéologiques et monuments historiques ainsi que des projections de films documentaires disponibles à l'adresse suivante :

www.inp2020.tn/en/inptu-nisie/expositions/documentaires-scientifiques-historiques

La programmation des visites virtuelles concerne notamment la mosquée Ezzitouna, la ville de Kairouan et les vestiges du site archéologique de Carthage.

Côté cinéma, les internautes pourront découvrir une série de films documentaires portant entre autres sur Carthage, un film en trois parties intitulé «La cité des marins» ainsi qu'autres documentaires sur le site archéologique de Dougga, le site archéologique de Kerkouane et l'amphithéâtre romain d'El Jem.

Cette programmation exceptionnelle s'inscrit dans le cadre de la célébration de la 29ème édition du mois du patrimoine (18 avril-18 mai) qui se tient cette année dans une version en ligne sous le thème « **Restez chez vous, le patrimoine est un trésor pour vous et vos enfants** ». [SUR LE WEB](#)

Origine du Coronavirus

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) souligne, mardi 21 avril 2020, que «selon tous les éléments disponibles, le nouveau coronavirus est d'origine animale et il ne s'agit pas d'une manipulation de laboratoire».

«Toutes les preuves disponibles suggèrent que le virus a une origine animale et qu'il n'est pas le résultat d'une construction ou d'une manipulation dans un laboratoire ou ailleurs. Il est probable que le virus est d'origine animale»



Exclusif

1^{ER} HORS-SERIE MAGAZINE

En édition numérique



LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE EN TUNISIE

Disponible
Partout dans le monde sur

 **pressreader**TM

WEBMANAGERCERCENTER 



VOTRE MAGAZINE
W M C
HORS SÉRIE
EST MAINTENANT
DISPONIBLE SUR



POUR 330MIL/JOUR
SEULEMENT



APPLICATION DISPONIBLE SUR



COMPOSEZ LE

***225#**